

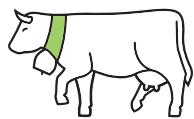
GÉNIE GÉNÉTIQUE p. 04–07
Diversité vitale en danger

TIERHALTUNG S. 08–11
Nicht um jeden Preis

01/2021

Agricultura

Magazin der Kleinbauern-Vereinigung
Magazine de l'Association des petits paysans



KLEINBAUERN.CH
PETITSPAYSANS.CH



Neue Wege gehen

Sauwohl, so dürfte sich das Schwein auf der Titelseite im Moment der Fotoaufnahme gefühlt haben. Es lebt auf dem Hof Silberdistel im Solothurner Jura, wo Familie Bürgi neue Wege in der ökologischen und wesensgerechten Tierhaltung beschreitet. Mehr dazu lesen Sie auf den Seiten 8–9.

Technologischer Fortschritt ja, aber nicht um jeden Preis! Nach diesem Grundsatz blicken wir in dieser Ausgabe nicht nur auf die Nutztierhaltung, sondern auch auf vermeintliche Errungenschaften in der Pflanzenzüchtung durch neue Gentechnik-Verfahren (Seiten 6–7). Minimale Fortschritte für die Nachhaltigkeit wurden hingegen im neuen Freihandelsabkommen mit Indonesien erzielt, über das wir am 7. März abstimmen. Warum die Kleinbauern-Vereinigung dennoch empfiehlt, das Freihandelsabkommen abzulehnen, erfahren Sie auf Seite 12.

Neue Wege gehen wir diesen Frühling aufgrund der aktuell unsicheren Corona-Situation: Unsere Mitgliederversammlung kann leider nicht wie gewohnt physisch stattfinden. Auf der gegenüberliegenden Seite erfahren Sie, wie Sie sich dennoch einbringen und so auch an der Vorstandswahl teilnehmen können. Doch wer sind eigentlich die unterschiedlichen Menschen, die sich im Vorstand der Kleinbauern-Vereinigung engagieren? Dieser Frage gehen wir in unserer neuen Artikelserie *À propos: Gesichter und Geschichten aus dem Vorstand nach* (Seite 14).

Getreu dem Motto, neue technische Möglichkeiten zu nutzen, erwarten Sie auf der zweitletzten Magazinseite schliesslich eine weitere Neuerung: Sie können dort künftig via Twint an die Kleinbauern-Vereinigung spenden. Vielen herzlichen Dank!

Patricia Mariani, Co-Geschäftsleiterin



Inhalt Sommaire

3	Mitgliederumfrage und Termine 2021 <i>Enquête auprès des membres et dates 2021</i>	10	Élevage intensif <i>Pas à n'importe quel prix</i>	
4	Génie génétique <i>Diversité vitale en danger</i>	12	Freihandel mit Indonesien <i>Ein nachhaltiges Abkommen?</i>	
6	Gentechnik <i>Wichtige Vielfalt in Gefahr</i>	13	Libre-échange avec l'Indonésie <i>Un accord durable ?</i>	
8	Intensive Tierhaltung <i>Nicht um jeden Preis</i>	14	À Propos: Gesichter und Geschichten aus dem Vorstand	
		15	À propos : échos du comité	
			16	Marché
			18	Varia
			19	Ihre Spende – unsere Projekte <i>Votre don – nos projets</i>

De nouvelles voies

Le cochon de la page de couverture devait se sentir vachement bien au moment de la photo. Il vit à la ferme Silberdistel du Jura soleurois dans la famille Bürgi qui explore de nouvelles voies dans l'élevage écologique et digne. Vous en saurez plus en pages 10–11.

Des progrès techniques, oui, mais pas à n'importe quel prix ! Ainsi, nous nous penchons dans ce numéro non seulement sur l'élevage du bétail, mais également sur les prétendus succès techniques pour les plantes en génie génétique (pages 4–5). Des progrès minimaux sont visés en durabilité dans l'accord de libre-échange avec l'Indonésie, sur lequel nous votons le 7 mars. Vous trouverez en page 13 pourquoi l'Association des petits paysans recommande cependant de rejeter cet accord de libre-échange.

Nous prenons aussi de nouveaux chemins ce printemps en raison des incertitudes liées à la situation sanitaire : notre Assemblée générale n'aura pas lieu physiquement comme de coutume. Sur la page ci-contre, vous découvrirez néanmoins comment vous impliquer et participer à l'élection du comité. Mais au fait : qui sont les différentes personnes qui s'engagent dans le comité de l'Association des petits paysans ? Nous amemons des réponses dans notre nouvelle série d'articles *À propos : échos du comité* (page 15).

Toujours prêts à utiliser les nouvelles possibilités techniques, nous vous présentons une nouveauté à l'avant-dernière page du magazine : vous pouvez désormais faire un don à l'Association des petits paysans via Twint. Un grand merci !

Patricia Mariani, codirectrice

Unser Engagement ist nur dank Ihrer Spende möglich – lesen Sie mehr dazu auf den Seiten 19/20.

Notre engagement n'est possible que grâce à votre don. Pour en savoir plus, consultez les pages 19/20.

JAHRESVERSAMMLUNG, MITGLIEDERUMFRAGE UND HOFEVENT 2021

Einiges anders im 2021

Die sich laufend ändernden Umstände und die fehlende Planungssicherheit erfordern Flexibilität. Die Kleinbauern-Vereinigung hat deshalb entschieden, dieses Jahr vom üblichen Vorgehen abzuweichen und die im Frühling stattfindende Jahresversammlung in etwas anderem Rahmen abzuhalten.

Schriftliche Jahresversammlung

Der statuarische Teil der Mitgliederversammlung sowie die Vorstandswahlen erfolgen dieses Jahr schriftlich, entweder auf digitalem Weg oder postalisch. Wir bitten unsere Mitglieder, sich für diesen Teil der Jahresversammlung anzumelden. So erhalten Sie rechtzeitig die dafür nötigen Unterlagen und Informationen. Ihre Stimme können Sie in einem vorgegebenen Zeitfenster abgeben, die Resultate werden am 24. April 2021 bekannt gegeben.

Web-Seminar am 24. April 2021

Anstelle unserer klassischen Jahresversammlung veranstalten wir im April ein Webinar. Dieses wird mit Inputs, Präsentationen durch das Präsidium und die Geschäftsstelle der Kleinbauern-Vereinigung den Fokus auf inhaltliche Aspekte legen, die im laufenden Jahr aktuell sind. Wir freuen uns, wenn sich möglichst viele Mitglieder, aber auch weitere interessierte Personen für diese etwas andere Veranstaltung anmelden.

Event auf dem Hof

Um dem gemeinschaftlichen Aspekt ebenfalls Rechnung zu tragen, haben wir für den Sommer/Herbst 2021 einen Anlass auf dem Hof vorgesehen. Sobald klar ist, ob und in welchem Rahmen ein solcher stattfinden kann, werden wir Sie wieder informieren. Wir hoffen sehr, dass dies möglich sein wird und wir Sie auch noch persönlich begrüßen können.

Mitgliederumfrage 2021

Aktuell läuft die Mitgliederumfrage der Kleinbauern-Vereinigung, die auch Spenderinnen und Sympathisanten offensteht. Gerne möchten wir Sie auffordern, uns eine paar Minuten Ihrer Zeit zu widmen und die Umfrage auszufüllen.

► www.kleinbauern.ch/umfrage

Annemarie Raemy

Sowohl für die schriftliche Jahresversammlung wie auch das Webinar ist zwingend eine Anmeldung erforderlich. Bitte melden Sie sich bis 10. April 2021 an unter info@kleinbauern.ch oder 031 312 64 00.

L'inscription est obligatoire tant pour l'assemblée annuelle par écrit que pour le webinaire. Merci de vous inscrire jusqu'au 10 avril 2021 par courriel à info@petitspaysans.ch ou au 031 312 64 00.

ASSEMBLÉE ANNUELLE, ENQUÊTE AUPRÈS DES MEMBRES ET ÉVÉNEMENT À LA FERME 2021

2021 un peu autrement

Les circonstances actuelles empêchent une planification sûre. L'Association des petits paysans a donc décidé cette année de s'écarte de la démarche habituelle et de tenir l'assemblée annuelle au printemps dans un cadre un peu différent.

Assemblée annuelle par écrit

La partie statuaire de l'Assemblée générale ainsi que les élections du Comité se dérouleront cette année par écrit, soit par voie électronique, soit par courrier. Nous demandons à nos membres de s'inscrire pour cette partie de l'assemblée annuelle. Vous recevrez en temps voulu les documents et informations nécessaires. Vous pouvez voter pour une durée déterminée et les résultats seront annoncés le 24 avril 2021.

Séminaire en ligne le 24 avril 2021

À la place de notre traditionnelle assemblée annuelle, nous organisons en avril un webinaire. Il portera sur l'année en cours et ce qui s'y déroule au travers de contributions et de présentations de la présidence et du secrétariat de l'Association des petits paysans. Nous serions ravis d'accueillir le plus grand nombre possible de membres, mais aussi d'autres personnes intéressées à cette réunion quelque peu différente.

Événement à la ferme

Afin de ne pas négliger aussi l'aspect communautaire, nous avons prévu un événement à la ferme en été/automne 2021. Nous vous informerons dès que nous saurons s'il peut se dérouler et sous quelle forme. Nous espérons vivement vous accueillir en personne.

Enquête 2021 auprès des membres

En ce moment se déroule une enquête de l'Association des petits paysans auprès de ses membres, ouverte également aux donateurs-trices et sympathisant-e-s. Nous vous invitons à consacrer quelques minutes pour répondre à l'enquête.

► www.petitspaysans.ch/enquete

Annemarie Raemy



Le projet « Klimafenster » de Gen Au Rheinau et Getreidezüchtung Peter Kunz étudie les variétés dont l'agriculture de demain a besoin. Welche Sorten braucht die Landwirtschaft der Zukunft? Dieser Frage geht das Projekt «Klimafenster» nach.

NOUVELLES TECHNIQUES DE GÉNIE GÉNÉTIQUE, NOUVEAU MIRAGE ?

Diversité vitale en danger

Les nouvelles techniques de modification génétique (NTGG) permettent d'intervenir et de modifier plus facilement des séquences du génome d'un organisme. Ces techniques ont le potentiel de modifier d'une manière radicale les fonctions et les propriétés des organismes, mais leur utilisation comporte des risques et des incertitudes.

Depuis des décennies, les promoteurs du génie génétique font miroiter les mêmes espoirs de réduction de la faim et de la pauvreté dans le monde et de solutions face aux problèmes environnementaux et climatiques. Pourtant bien peu d'applications et de produits ont réellement abouti en agriculture. Il est illusoire de penser que les NTGG vont changer la donne.

Risques toujours présents

Les modifications du génome d'une plante avec les NTGG, même sans procéder à l'introduction d'ADN¹ supplémentaire, dépassent sans commune mesure ce que l'évolution naturelle ou la sélection végétale classique ont progressivement réalisé. Les NTGG augmentent non seulement la variété et la fréquence des mutations et le nombre d'organismes génétiquement modifiés, mais effectuent aussi de nombreuses modifications en série.

Les partisans des NTGG prétendent pouvoir modifier de manière « ciblée » le génome des plantes et des animaux. Mais les mécanismes naturels sont extrêmement complexes et encore largement méconnus. L'idée d'un gène² responsable d'une fonction qu'on peut remplacer ou désactiver est réductrice et ne tient pas compte des interactions entre les gènes et avec l'environnement.

Questions éthiques

Le potentiel de ces NTGG soulève aussi des questions éthiques. De plus en plus de projets de recherche concernent par exemple

des animaux de rente. La loi sur le génie génétique exige le respect de l'intégrité des organismes vivants, mais où fixer les limites de ces expériences et comment juger des dommages et souffrances causés chez des animaux ? Avec les techniques de forçage génétique qui pourraient modifier, voire éradiquer des populations d'insectes ravageurs, peut-on s'arroger le droit d'imposer une modification génétique qui se transmettra aux générations futures ? Le patrimoine génétique naturel devrait être considéré comme un bien commun de l'humanité qu'il faut protéger.

Régulation nécessaire

L'agro-industrie déclare les NTGG sûres et précises. Cependant, le risque de perte de contrôle est bien réel et une régulation est essentielle. Des études ont montré qu'on ne maîtrise pas parfaitement ni le site de la coupure, ni les modifications engendrées, induisant des effets hors-cible ou indésirés. Des vaches ont par exemple été modifiées génétiquement pour ne plus avoir de cornes. Des « erreurs » n'ont été détectées que des années plus tard : deux gènes de résistances à des antibiotiques avaient été involontairement transférés dans le génome et se sont transmis à la descendance !

Il faut également résoudre et encadrer des questions liées à la coexistence entre les cultures et produits avec et sans OGM. Des contaminations menaceraient l'agriculture biologique. Sans la



La sélection végétale classique demande du temps.

Die klassische Pflanzenzucht braucht Zeit.

traçabilité des produits issus de ces NTGG, la liberté de choix des consommateurs inscrite dans la loi n'est pas assurée.

Conflits d'intérêts

L'agro-industrie a beaucoup à gagner avec les NTGG. Elle use de l'argument « mécanisme naturel » afin d'assouplir le cadre légal tout en déposant des brevets – qui protègent une invention apportant une solution technique, pas un mécanisme naturel. Et l'agriculture suisse ? Aucune plante OGM n'est actuellement adaptée à la culture en Suisse. Les OGM sur le marché international rendent les paysans dépendants aux intrants et risquent de se disséminer dans la nature, de « super mauvaises herbes » se développer et la biodiversité se réduit. Aujourd'hui, les quatre plus grandes entreprises agrochimiques contrôlent 60 % du commerce mondial des semences. Plutôt que de continuer à financer le génie génétique qui ne tient pas ses promesses, il serait opportun d'investir dans l'agroécologie et l'ensemble des organismes vivants et leurs interactions pour assurer la sécurité alimentaire.

Une réflexion critique et une réglementation appliquant le principe de précaution s'imposent de toute urgence. L'utilisation d'OGM comporte des risques inconnus et renforce une agriculture industrielle avec des impacts négatifs pour l'homme et l'environnement. Il est de l'intérêt des paysans et des consommateurs de réglementer ces nouvelles techniques de génie génétique avec un cadre légal qui permette une évaluation des risques sanitaires, environnementaux et sociaux-économiques. La production sans génie génétique fait partie de l'agriculture paysanne et représente un avantage qualitatif pour les paysannes et paysans suisses.

Anne Berger

¹ L'ADN est formé de deux brins et contient l'ensemble de l'information génétique, appelée génome. L'ARN est formé d'un seul brin et est une « copie » d'une séquence de l'un des brins d'ADN.

² Un gène est un élément constitué d'ADN grâce auquel un caractère héréditaire est transmis aux descendants.

Moratoire sur les OGM en Suisse

Le moratoire sur la mise en circulation d'organismes génétiquement modifiés, c'est-à-dire un organisme vivant dont le patrimoine génétique a été modifié par l'intervention humaine dans le but de lui conférer une nouvelle propriété, arrive à échéance fin 2021.

L'Association des petits paysans se prononce en faveur de la prolongation du moratoire, actuellement en consultation, et elle milite pour une alternative à moindre risque : une culture écologique et adaptée au site.

En 2003, l'Alliance suisse pour une agriculture sans génie génétique* a lancé l'initiative populaire fédérale *Pour des aliments produits sans manipulations génétiques* exigeant de ne pas utiliser de plantes, de parties de plantes ou de semences génétiquement modifiées durant cinq ans dans l'agriculture suisse. Soutenu par une majorité d'agriculteurs, ce moratoire a été accepté à plus 55 % par la population en 2005. Il vise à protéger l'être humain, ses biens et son environnement contre les abus en matière de génie génétique.

La recherche n'est pas concernée. L'importation d'OGM, par exemple de fourrages pour animaux, n'est pas interdite mais les agriculteurs suisses y ont jusqu'à présent renoncé volontairement. Le moratoire a déjà été prolongé par trois fois.

* L'Alliance suisse pour une agriculture sans génie génétique réalise un travail critique et indépendant sur le développement et les impacts du génie génétique sur l'agriculture, l'élevage, l'environnement et la santé.

CRISPR/Cas9

Le Prix Nobel de chimie 2020 a été attribué aux chercheuses Jennifer Doudna et Emmanuelle Charpentier pour l'outil d'édition génomique CRISPR/Cas9 composé de deux éléments :

CRISPR sont des brins d'ARN¹ qui vont servir de « guides » vers une séquence cible de l'ADN¹.

Cas9 est une protéine associée à CRISPR qui peut couper le double brin d'ADN.

C'est un mécanisme de défense immunitaire naturel chez les bactéries qui détectent un virus et « conservent » une copie de ce virus en la liant à un CRISPR. Ainsi elles reconnaissent ensuite l'ADN de cet envahisseur et le coupent à l'aide de Cas9, désactivant le virus. En ingénierie génétique, on peut créer un système CRISPR/Cas9 et cibler théoriquement n'importe quelle séquence du génome puis la couper. CRISPR/Cas9 fait partie des NTGG et est simple, peu coûteux et ultrarapide. Les risques ne sont pas connus et le cadre légal n'est pas encore adapté à cet outil technique.

NEUE GENTECHNISCHE VERFAHREN – LEERE VERSPRECHUNGEN?

Wichtige Vielfalt in Gefahr

Neue Gentechnik-Verfahren machen es möglich, gezielt in die Genomsequenz eines Organismus einzugreifen und diese zu verändern. Diese Techniken haben das Potenzial, die Funktionen und Eigenschaften von Organismen radikal zu verändern. Aber ihr Einsatz birgt Risiken und Ungewissheiten.

Seit Jahrzehnten nähren die Befürworter der Gentechnik die gleichen Hoffnungen: Bekämpfung von Welthunger und Armut sowie Lösungen für die Umwelt- und Klimaprobleme. Allerdings haben nur sehr wenige Anwendungen und Produkte in der Landwirtschaft tatsächlich zum erwarteten Ergebnis geführt. Es ist eine Illusion zu glauben, dass die neuen gentechnischen Verfahren dies ändern werden.

Die Risiken bleiben

Die Modifikation eines Pflanzengenoms mit den neuen Verfahren – auch ohne Einführung zusätzlicher DNA¹ – sind jenseits dessen, was die natürliche Evolution oder die klassische Pflanzenzüchtung erreichen können. Die neuen Gentechnikverfahren erhöhen nicht nur die Vielfalt und Häufigkeit von Mutationen und die Anzahl der gentechnisch veränderten Organismen, sondern ermöglichen auch die gleichzeitige Modifikation mehrerer Gene. Die Befürworter der neuen Verfahren behaupten, die Genome von Pflanzen und Tieren «präzise» verändern zu können. Aber die natürlichen Mechanismen sind äußerst komplex und noch weitgehend unverstanden. Die Idee, dass ein Gen² für eine Funktion verantwortlich ist, die ersetzt oder deaktiviert werden kann, ist vereinfachend und berücksichtigt nicht die Interaktionen zwischen den Genen und mit der Umwelt.

Ethische Bedenken

Das Potenzial der neuen gentechnischen Verfahren wirft auch ethische Fragen auf. Mehr und mehr geht es bei Forschungsprojekten um Nutztiere. Das Gentechnikgesetz fordert zwar die Achtung der Würde der Kreatur. Wo aber sind die Grenzen solcher Experimente zu setzen, und wie kann man den Schaden und das Leid, das bei Tieren entsteht, beurteilen? Oder ist es beispielweise vertretbar, Schädlingspopulationen zu verändern oder gar auszurotten und sich damit das Recht herauszunehmen, eine genetische Veränderung durchzusetzen, die auch künftige Generationen betreffen wird? Das natürliche genetische Erbe sollte als gemeinsames Eigentum der Menschheit betrachtet werden, das es zu schützen gilt.

Regulierungen sind nötig

Gemäss Agroindustrie sind die neuen gentechnischen Verfahren sicher und genau. Das Risiko des Kontrollverlustes ist allerdings gross, Regulierungen sind deshalb unerlässlich. Studien haben gezeigt, dass man weder den genauen Ort der Genmodifikation noch die verursachten Veränderungen vollständig unter Kontrolle hat. Dies kann zu unerwünschten Effekten führen. Zum Beispiel wurden Kühe gentechnisch so verändert, dass sie hornlos sind. Die «Fehler» wurden erst Jahre später entdeckt: Zwei Gene für die Resistenz gegen Antibiotika waren ungewollt in das Genom übertragen und an die Nachkommen weitergegeben worden! Es besteht auch die Notwendigkeit, Fragen im Zusammenhang mit der Koexistenz von Kulturen und Produkten mit und ohne gentechnisch veränderte Organismen (GVO) zu klären. Verunrei-



Natürliche Mutationen bringen Vielfalt, die neuen gentechnischen Verfahren gezielte Veränderungen.

Les mutations naturelles créent de la diversité, les NTGG un changement spécifique.

nigungen würden den ökologischen Landbau bedrohen. Ohne die Rückverfolgbarkeit von Produkten aus diesen neuen Verfahren wäre zudem die im Gesetz verankerte Wahlfreiheit der Konsumentinnen und Konsumenten nicht mehr gegeben.

Interessenkonflikte

Die Agroindustrie hat mit den neuen gentechnischen Verfahren viel zu gewinnen. Sie verwendet das Argument des «natürlichen Mechanismus» um den bestehenden rechtlichen Rahmen auszuteilen und Patente anzumelden – die eine Erfindung schützen, die keinen natürlichen Mechanismus darstellt. Und die Schweizer Landwirtschaft? Es gibt aktuell keine gentechnisch veränderten Produkte auf dem Markt, die für den Schweizer Anbau geeignet sind. Die GVO auf dem internationalen Markt machen Landwirte abhängig von Inputs und bergen das Risiko, sich in der Natur zu verbreiten. Heute kontrollieren die vier grössten Agrochemieunternehmen 60% des weltweiten Saatguthandels. Anstatt weiterhin die Gentechnik zu finanzieren, wäre es ratsamer, in die Agrarökologie zu investieren, um die Ernährungssicherheit zu gewährleisten. Eine kritische Reflexion und Regulierungen unter Anwendung des Vorsorgeprinzips sind notwendig und dringend. Der Einsatz von GVO birgt unbekannte Risiken und stärkt eine Landwirtschaft mit negativen Auswirkungen auf Mensch und Umwelt. Es ist im Interesse von Landwirtinnen und Verbrauchern, diese neuen gentechnischen Verfahren in einen rechtlichen Rahmen einzufügen.

¹ Die DNA besteht aus zwei Strängen und enthält die gesamte genetische Information, genannt Genom. Die RNA ist ein Einzelstrang und eine «Kopie» einer Sequenz eines der DNA-Stränge.

² Ein Gen ist ein Stück DNA, durch das ein Erbmerkmal an die Nachkommen weitergegeben wird.

binden, der eine Risikoabwägung ermöglicht. Die Produktion ohne Gentechnik stellt einen Qualitätsvorteil für die Schweizer Landwirtschaft dar.

Anne Berger

CRISPR/Cas9

2002 ging der Nobelpreis für Chemie an die Forscherinnen Jennifer Doudna und Emmanuelle Carpenter für das Genom-Editing-Verfahren CRISPR/Cas9, das aus zwei Elementen besteht:

CRISPR sind RNA¹-Stränge (Guide-RNA), die als «Sonde» genau die Zielstelle für die Mutation in der DNA¹ finden. **Cas9** ist ein CRISPR-assoziiertes Protein, das als «Schere» den DNA-Doppelstrang dort durchtrennt.

Das Verfahren bedient sich des natürlichen Immunabwehrmechanismus von Bakterien, die einen Virus erkennen und eine Kopie dieses Virus «behalten», indem sie es mit einem CRISPR verknüpfen. Sie erkennen dann die DNA dieses Eindringlings und schalten ihn mit Hilfe von Cas9 aus, wodurch das Virus deaktiviert wird. In der Gentechnik kann mit einem CRISPR/Cas9-System theoretisch jede Sequenz des Genoms gezielt angesprochen werden. CRISPR/Cas9 ist Teil der neuen gentechnischen Verfahren und ist einfach und kostengünstig. Die Risiken allerdings sind nicht bekannt, und der rechtliche Rahmen ist noch nicht an dieses technische Werkzeug angepasst.

Moratorium für GVO in der Schweiz

Das Moratorium zum Inverkehrbringen von gentechnisch veränderten Organismen (GVO), d.h. eines lebenden Organismus, dessen genetische Information durch menschliche Eingriffe verändert wurde, um ihm neue Informationen zu geben, läuft Ende 2021 aus. Die Kleinbauern-Vereinigung befürwortet die Verlängerung des Moratoriums, das sich derzeit in der Vernehmlassung befindet, und setzt sich für eine risikoärmere Alternative: eine ökologische und standortangepasste Landwirtschaft.

Im Jahr 2003 lancierte die Schweizer Allianz Gentechfrei* die Volksinitiative «Für Lebensmittel aus gentechnikfreier Landwirtschaft» (Gentechfrei-Initiative). Diese forderte ein fünfjähriges Verbot von Pflanzen, Pflanzenteilen oder Saatgut in der Schweizer Landwirtschaft, die gentechnisch verändert wurden. Das Moratorium wurde von einer Mehrheit der Landwirte unterstützt und 2005 von mehr als 55 % der Stimmberchtigten angenommen. Es soll den Menschen, die Tiere und die Umwelt vor Missbräuchen der Gentechnologie schützen. Die Forschung ist nicht betroffen. Auch der Import von GVO, z.B. für Tier-



Einreichung der Gentechfrei-Initiative im Jahr 2003.

Dépot de l'initiative populaire « Pour des aliments produits sans manipulations génétiques » en 2003.

futter, ist nicht verboten, aber die Schweizer Landwirtinnen haben bisher freiwillig darauf verzichtet. Das Moratorium wurde bereits dreimal verlängert.

* Die Schweizer Allianz Gentechfrei SAG leistet kritische und unabhängige Arbeit zu Fragen der Gentechnik und ihren Auswirkungen auf Landwirtschaft, Tierhaltung, Umwelt und Gesundheit.

INTENSIVE TIERHALTUNG ANDERS GEDACHT

Nicht um jeden Preis

Die Weltbevölkerung nimmt weiter zu, der Bedarf an Nahrungsmitteln steigt. Gleichzeitig werden die Ressourcen knapp. Auf Produktionsseite wird eine industrialisierte Landwirtschaft als Lösung gesehen. Doch sie fordert einen hohen Tribut bei Tieren, Umwelt und Mensch. Wie es auch gehen könnte, zeigt der biodynamische Hof Silberdistel.

Es ist Ende der 1960er Jahre, als die Mechanismen der industriellen Produktion auf die Landwirtschaft übergreifen: Maximierung der Produktion bei gleichzeitiger Minimierung der Kosten. Um das zu erreichen, beginnt man unter anderem, Nutztiere in immer grösseren Beständen auf immer kleinerem Raum zu halten. Massentierhaltung in dieser Form ist eine relativ junge Entwicklung in der Geschichte der Landwirtschaft. Möglich machen dies wissenschaftliche Erfindungen und technologische Fortschritte sowie der globale Handel: Der Einsatz von Vitaminen und Antibiotika, neue Züchtungsmethoden, die Erfindung synthetischer Pestizide, die Monokulturen zur Futterproduktion möglich machen, die fortschreitende Mechanisierung sowie der Abbau von Handelshemmnnissen.

Von Beginn weg wird die intensive Tierhaltung als Möglichkeit gesehen, die Ernährungssicherheit für eine wachsende Weltbevölkerung zu gewährleisten. Produktivität wird über alles gestellt. Gemäss Weltagrarbericht hat sich die globale Fleischproduktion in den letzten fünfzig Jahren fast vervierfacht, von 84 Millionen Tonnen im Jahr 1965 auf 330 Millionen Tonnen 2017. Geschätzt zwei von drei Nutzieren verbringen ihr Leben bereits heute in Massentierhaltung. Bis 2050 rechnet die Ernährungs- und Landwirtschaftsorganisation der Vereinten Nationen (FAO) mit einer Steigerung der Fleischproduktion auf 455 Millionen Tonnen, wobei vor allem die Erzeugung und der Verbauch von Schweine- und Geflügelfleisch zunehmen wird. Inzwischen hat sich aber gezeigt: Den Hunger haben wir nicht besiegt, und die



Der Saukarawan entkoppelt die intensiven Aspekte der Schweinehaltung wie Fressen, Trinken und Liegen vom Boden.
La caravane pour cochons découpe les aspects intensifs de l'élevage des porcs, tels que manger, boire et se coucher sur le sol.

intensive Haltung von Rindern, Schweinen und Geflügel hat negative Begleiterscheinungen, die schwer wiegen.

Mythen der Massentierhaltung

Angefangen beim Tierwohl, über den hohen Ressourcenverbrauch sowie die ökologischen und gesundheitlichen Schäden, zu den sozialen Folgen – billig hat seinen Preis, auch wenn die Kosten versteckt sind. Externe Effekte hat die intensive Tierhaltung durch die hohen Inputs, die sie verlangt: Getreide und Ölsaaten zur Fütterung der Tiere, Pestizide beim Futtermittelanbau, Wasser, Energie und Medikamente. Die Folgen sind erschütternd. Überdüngung und damit Wasserverschmutzung über zu hohe Nitratkonzentrationen in den Böden resp. Ammoniakemissionen, die naturnahe Ökosysteme und die Biodiversität gefährden. Emissionen von Treibhausgasen. Multiresistente Keime, die zu Antibiotikaresistenzen führen. Dazu kommen soziale Veränderungen: Die Betriebe werden immer grösser, sie sind hoch verschuldet, abhängig von Kreditgebern, Produktionsmitteln und Absatzkanälen, und damit gefangen in der Wachstumsspirale. Nicht zu vergessen das Leid der Tiere, das allein grosse moralische Bedenken auslöst. Die Produktion von Fleisch, Milch und Eiern über den Umweg via Futtermittel vom Acker ist zudem eine gigantische Verschwendug. Auf 100 pflanzliche Kalorien, die einem Rind zugeführt werden, kriegen wir nur etwa 17 Kalorien in Form von Fleisch oder Milchprodukten – ein Verlust von 83%! Die Effizienz der intensiven Tierhaltung rückt damit in ein neues Licht. Die Tierhaltung wurde zwar boden-, aber nicht flächenunabhängig. Gemäss Zahlen der FAO wird ein Drittel des globalen Ackerlandes für den Anbau von Futtermitteln genutzt.

Familie Bürgi geht neue Wege

Szenenwechsel auf den biodynamischen Hof Silberdistel im Schweizer Jura. Es ist ein kalter und nebelverhangener Wintermorgen. Die Schweine haben sich in den Stall zurückgezogen, die Rinder stehen etwas ratlos herum. Der Hof von Lena und Cäsar Bürgi ist ein Grünlandbetrieb und steht in der Bergzone. Ackerbau wäre nur mit grossem Aufwand möglich, und Cäsar Bürgi hat sowieso einen anderen Ansatz: «Der Boden», sagt er, «ist das wichtigste Gut. Er ist die Grundlage, zusammen mit dem Hof und der Lage. Diese Faktoren geben uns die Signale, was an diesem Ort möglich ist. Dazu kommen die Tiere und die Menschen. Zusammen bilden wir einen Organismus». Auf dem Hof leben Rinder, Ziegen, Schweine, Hühner und Pferde. Und weil den Bürgis das Tierwohl und die Ganzheit des Wesens wichtig sind, verzichten sie auf die künstliche Befruchtung der Tiere und halten stattdessen Stier, Eber und Bock. Auch kastrieren sie die männlichen Tiere nicht. In der Tierzucht wollen sie unabhängig sein von Genetikkonzernen, weshalb sie wenn nötig ihre eigene Hofrasse züchten. So bereichert das Bunte Distelschwein den Betrieb der Bürgis, und auch bei den Hühnern sind eigene Züchtungen im Gang.

Cäsar Bürgi ist ein Tüftler – was es nicht gibt, erfindet er. Wie beispielsweise den Saukarawan, mit dem er seine Schweine schnell und unkompliziert verschieben kann. Auch die Hühner haben einen vollmobilen Stall. «So sind wir nie lang auf dem-

selben Boden. Bei den Rindern und Ziegen praktiziert Bürgi die Rotationsweide, eine Form von Weidemanagement, bei dem die Tiere nach nur gerade 2–3 Tagen weiterziehen. Mit der Kombination von Rindern und Ziegen werden zudem die Weiden besser abgefressen, die Ziegen helfen gegen die Verbuschung «und ich produziere pro Hektare mehr Fleisch», erklärt Cäsar Bürgi. «Es macht also nicht nur landwirtschaftlich und aus Gründen der Vielfalt Sinn, die geeignete Kombination zu suchen, sondern auch ökonomisch». So durchdacht diese Form von Tierhaltung ist, es bleiben Herausforderungen. Bei den Schweinen und Hühnern ist es die Fütterung. Zwar werden sie wo möglich im bäuerlichen Kreislauf eingesetzt, beispielsweise indem sie im Herbst den Garten abernten und die Flächen für die Rückführung in die Wiese vorbereiten. Trotzdem müssen Bürgis Futter zukaufen: Getreide für die Hühner, Reste für die Schweine. «Da machen wir noch Kompromisse».

Intensiv, aber richtig

Die Bevölkerung der Schweiz wächst gemäss Szenario des Bundes bis 2050 auf rund 10 Millionen Menschen. Von verschiedenen Kreisen wird dies als Argument dafür gesehen, an der industriellen Landwirtschaft festzuhalten. Cäsar Bürgi hat dazu eine klare Meinung: «Wir Bauern müssen wieder Bauern sein. Wir müssen mit den vorhandenen Elementen der Natur wie Wärme, Wasser und Boden Lebensmittel erzeugen, nicht mit Franken. Die Natur macht es eigentlich selbst, wir sind nur die Dirigenten.» Dazu gehört für ihn auch, Landwirtschaft mit einer gewissen Intensität zu betreiben. «Intensivierung, aber nicht im Sinne von möglichst viel Input für möglichst viel Output, sondern möglichst viel Output und Produktivität mit den gegebenen Ressourcen. Ich bin gegen Extensivierung, auch wenn man unseren Betrieb als eher extensiv einstufen würde. Sondern ich bin dafür, dass wir die Böden möglichst fruchtbar halten». Rinder, Schafe und Ziegen fressen von Natur aus Gras. Wenn sie das auf Flächen tun, die sich nicht zur direkten menschlichen Ernährung eignen, sind sie keine Nahrungsmittelkonkurrenz. Und sie liefern Dünger und tragen zur Bodenbearbeitung bei, womit sie die Ertrags- und Ernährungssicherheit langfristig gewährleisten.

Wie die FAO im 2014 in einem Bericht aufgezeigt hat, sind neun von zehn landwirtschaftlichen Betrieben in Familienbesitz, und sie produzieren 80% der weltweit konsumierten Lebensmittel. 72% dieser Betriebe verfügen über weniger als eine Hektare Land, insgesamt kontrollieren sie nur 8% der landwirtschaftlichen Nutzfläche weltweit. Es sind also kleinbäuerliche Strukturen, welche die Welt ernähren. Könnten wir die Schweizer Bevölkerung mit einer standortangepassten, bodenabhängigen Lebensmittelproduktion ernähren? Ich stelle die Frage Cäsar Bürgi. «Wir könnten auf eine gute Art mehr produzieren als heute, aber nicht zu diesen Preisen. Die Landwirtschaft hat einen gesellschaftlichen Auftrag, Lebensmittel zu produzieren. Und zwar so, dass wir unsere Böden fruchtbar halten. Ganz im Sinne der indianischen Weisheit: Wir haben die Erde nicht von unseren Eltern geerbt – sondern von unseren Kindern geliehen.»

Annemarie Raemy

ÉLEVAGE INTENSIF AUTREMENT

Pas à n'importe quel prix

La population mondiale continue d'augmenter, la demande en nourriture aussi. Dans le même temps, les ressources se font rares. Côté production, l'agriculture industrialisée est considérée comme la solution. Mais elle fait payer un lourd tribut aux animaux, à l'environnement et aux hommes. La ferme biodynamique Silberdistel montre une autre voie possible.

C'est à la fin des années 1960 que les mécanismes de la production industrielle envahissent l'agriculture : production maximale pour coûts minimaux. La taille du cheptel commence entre autres à grossir dans des espaces toujours plus petits. L'élevage industriel ne s'est développé que récemment sous cette forme dans l'histoire de l'agriculture. Les découvertes scientifiques, les progrès technologiques et le commerce mondial l'ont rendu possible : utilisation de vitamines et antibiotiques, nouvelles méthodes de sélection, invention des pesticides synthétiques pour monocultures de production fourragère, progression de la mécanisation et suppression des barrières commerciales.

L'élevage intensif a toujours été présenté comme un moyen d'assurer la sécurité alimentaire pour la population mondiale croissante. La productivité est placée au-dessus de tout. D'après le rapport mondial sur l'agriculture, la production mondiale de viande a presque quadruplé ces cinquante dernières années, passant de 84 à 330 millions de tonnes entre 1965 et 2017, en particulier celle de porc et de poulet. On estime que deux animaux de rente sur trois font partie de l'élevage industriel. L'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) estime que la production de viande atteindra 455 millions de tonnes d'ici 2050. Pourtant, il s'est avéré que la faim n'a pas été vaincue et que l'élevage intensif a des effets indésirables négatifs qui pèsent lourd.

Mythes de l'élevage industriel

Du bien-être animal aux conséquences sociales, en passant par l'utilisation des ressources et les dommages écologiques et sanitaires : le bon marché a son prix, même si les coûts sont cachés. L'élevage intensif a des coûts externes en raison des intrants dont il a besoin : céréales et oléagineux pour l'alimentation animale, pesticides dans les cultures de fourrage, eau, énergie et médicaments. Les conséquences sont alarmantes. Surfertilisation et pollution de l'eau dues aux concentrations de nitrates trop élevées dans les sols ou émissions d'ammoniac menaçant les écosystèmes proches de l'état naturel et la biodiversité. Émissions de gaz à effet de serre. Germes multirésistants entraînant des résistances aux antibiotiques. Et changements sociaux : les exploitations sont de plus en plus grandes, très endettées, dépendantes des créanciers, des moyens de production et des canaux de vente, et sont ainsi prises dans une spirale de croissance. Sans oublier la souffrance animale et les questions d'ordre mo-



Serres tunnels, poulailler et porcherie : tout est mobile à la ferme de Silberdistel. Folientunnel, Hühnerstall und Schweinstall: Alles ist mobil auf dem Hof Silberdistel.

ral. L'utilisation d'aliments pour animaux provenant de cultures pour produire de la viande, du lait et des œufs représente en outre un gigantesque gaspillage. De 100 calories d'origine végétale données à une vache, nous n'en retirons qu'environ 17 calories sous forme de viande ou de produits laitiers, une perte de 83 % ! Cela apporte un nouvel éclairage sur l'efficience de l'élevage intensif. L'élevage est devenu dépendant du sol, mais pas de la surface. Selon les chiffres de la FAO, un tiers des terres cultivées dans le monde sont utilisées pour la culture de fourrage.

La famille Bürgi choisit une autre voie

Changement de décor à la ferme biodynamique Silberdistel dans le Jura suisse. C'est un matin d'hiver froid et brumeux. Les porcs sont rentrés dans l'étable, les vaches restent autour engourdis. Lena et Cäser Bürgi ont une exploitation herbagère en zone de montagne. Les cultures n'y seraient possibles qu'au prix de gros efforts, et Cäser Bürgi a de toute façon une autre approche : « Le sol, dit-il, est le bien le plus important, la base avec la ferme et la situation. Ces éléments nous signalent ce qui est possible en ce lieu. Puis viennent les animaux et les hommes. Ensemble

nous formons un organisme. » Ici vivent vaches, chèvres, porcs, poules et chevaux. Le bien-être des animaux est important pour les Bürgi et ils renoncent à l'insémination artificielle et élèvent taureaux, verrats et boucs. Ils ne castreront pas non plus les mâles. Ils veulent être indépendants des entreprises de sélection et élèvent leur propre race de ferme. Le cochon Buntes Distelschwein égaie ainsi l'exploitation des Bürgi. Ils font aussi leur propre élevage de poules.

Cäsar Bürgi est bricoleur : ce qui n'existe pas, il l'invente. Comme sa caravane pour déplacer facilement et rapidement ses cochons. Les poules ont aussi un poulailler mobile. Bürgi pratique le pâtu-

éléments que la nature met à disposition, tels la chaleur, l'eau et le sol, et non pas avec l'argent. La nature fait tout elle-même, nous ne sommes que les chefs d'orchestre. » Pour lui, cela implique également la gestion d'une certaine intensité. « L'intensification, non pas dans le sens d'intrants et rendements les plus élevés possible, mais dans celui de productivité et rendements les plus élevés possible avec les ressources données. Je suis contre l'extensification, même si notre exploitation est considérée comme plutôt extensive. Mais je suis pour le maintien du sol aussi fertile que possible. » Vaches, moutons et chèvres mangent l'herbe de la nature. Lorsque les surfaces ne sont pas adaptées à



listel. Il est ainsi plus facile de combiner les différents modes d'exploitation de manière judicieuse.

Iberdistel. Dies macht es einfacher, die verschiedenen Nutzungsformen sinnvoll zu kombinieren.

rage tournant avec les poules et les chèvres, et gère ses surfaces en déplaçant les animaux tous les 2 à 3 jours. Avec la combinaison de vaches et de chèvres, les pâturages sont mieux broutés. Les chèvres aident à lutter contre l'embroussaillement « et je produis plus de viande par hectare, déclare César Bürgi. Chercher le bon équilibre est logique du point de vue agricole et de la diversité, mais aussi économiquement. » Aussi réfléchi soit-il, ce type d'élevage constitue un défi et demande des compromis. L'alimentation est l'un de ces noeuds pour les cochons et les poules. Ces derniers sont intégrés autant que possible dans le cycle agricole, par exemple en se nourrissant en automne de ce qui reste au jardin et en préparant la surface pour la remettre en prairie. Les Bürgis doivent néanmoins acheter du fourrage : céréales pour les poules, les restes alimentaires pour les cochons.

Selon les prévisions de la Confédération, la population suisse va atteindre environ 10 millions d'ici 2050. L'argument est utilisé par différents milieux pour maintenir l'agriculture industrielle. Cäsar Bürgi a une position claire à ce sujet : « Nous, les paysans, devons redevenir paysans. Nous devons produire des aliments avec les

l'alimentation humaine directement, il n'y a pas de concurrence pour les denrées alimentaires. En outre, les animaux fournissent de l'engrais et contribuent au travail du sol, ce qui augmente la stabilité des rendements et la sécurité alimentaire. Selon un rapport de la FAO publié en 2014, neuf exploitations agricoles sur dix sont familiales, et elles produisent 80 % des denrées alimentaires mondiales. Parmi ces exploitations, 72 % disposent de moins d'un hectare et ne contrôlent que 8 % des surfaces agricoles utiles dans le monde. Ce sont les petites structures paysannes qui nourrissent le monde. Pourrait-on nourrir la population suisse avec une production alimentaire adaptée au site et dépendante du sol ? Je pose la question à Cäsar Bürgi. « Nous pourrions produire plus qu'aujourd'hui de manière positive, mais pas à ce prix. L'agriculture a reçu un mandat de la société pour produire des aliments, et cela de manière à conserver la fertilité de nos sols. Comme le dit la sagesse indienne : nous n'héritons pas de la terre de nos parents, nous l'empruntons à nos enfants. »

Annemarie Raemy



Regenwaldzerstörung durch Palmölplantagen auf Sumatra / Palmölfrüchte (unten)

Destruction de la forêt tropicale par les plantations de palmiers à huile à Sumatra / Fruits de palmier à huile (ci-dessous)

REFERENDUM: NEIN ZUM FREIHANDELSABKOMMEN MIT INDONESIEN

Ein nachhaltiges Abkommen?

Bisher waren Umwelt- und Sozialstandards in Freihandelsabkommen kein grosses Thema. Im Freihandelsabkommen mit Indonesien sind solche Anforderungen nun zum ersten Mal enthalten. Für eine kritische Betrachtung bzw. das Referendum gibt es trotzdem gute Gründe.

Die in zähen Verhandlungen errungenen, umfangreichen Handelsverträge zusätzlich mit sozialen und umweltbezogenen Anliegen bestücken – unrealistisch! So zumindest wurde das von Experten wie Markus Schlagenhof, Delegierter des Bundesrats für Handelsabkommen, vor wenigen Jahren noch beurteilt. Mit dem 2017 angenommenen Bundesverfassungsartikel zur Ernährungssicherheit und der 2018 an der Urne gescheiterten Fair-Food-Initiative ist der Druck, Nachhaltigkeitsanforderungen in Freihandelsabkommen zu verankern, jedoch gestiegen.

Gefragtes billiges Öl

Im Abkommen mit Indonesien dreht sich die Frage der Nachhaltigkeit vor allem ums Palmöl. In den letzten 15 Jahren hat sich die globale Palmölproduktion mehr als verdoppelt. Indonesien und Malaysia produzieren dabei mehr als 80% des weltweiten Palmöls. Dank der äusserst ertragreichen Pflanze und der ganzjährigen Ernte ist Palmöl das billigste Pflanzenöl überhaupt. Außerdem verfügt es über gute Eigenschaften für die Verwendung in der Lebensmittelindustrie. Der Bedarf nach Palmöl steigt deshalb stetig. Die hohe Nachfrage hat jedoch ihre Schattenseiten. Die Ausweitung der Palmölfelder geht mit der Abholzung wertvoller Tropenwälder und Erschliessung von Torfböden einher. Dies hat grosse Verluste an Biodiversität, hohen CO₂-Ausstoss sowie Menschenrechtsverletzungen auf Plantagen und Konflikte um Landflächen zur Folge.

Gibt es nachhaltiges Palmöl?

Um diese negativen Auswirkungen abzumildern, soll nur jenes Palmöl von Zollvergünstigungen profitieren, welches nach den sogenannten RSPO-Richtlinien produziert wurde. Der «Round Table on Sustainable Palm Oil», kurz RSPO, wurde 2004 gegründet. Es handelt sich um eine Vereinigung von Produzenten, Finanzinstituten, Vertreterinnen von Zivilgesellschaft, Industrie und Han-

del. Ziel dieses auf freiwilliger Basis entstandenen Zusammenschlusses ist es, die Zerstörung von artenreichen Tropenwäldern zu begrenzen. Mittlerweile umfasst der RSPO über 3000 Mitglieder. Seit Jahren stehen jedoch immer wieder Korruptionsvorwürfe im Raum, und die mangelnde Umsetzung der Vereinbarungen wird von zahlreichen Nichtregierungsorganisationen lautstark kritisiert. Eine Studie des Forschungsinstituts für biologischen Landbau FiBL 2019 kommt aber auch zum Schluss, dass es sinnvoller ist, nachhaltiges Palmöl (biologischer Anbau mit RSPO-Zertifizierung) und den kleinbäuerlichen Anbau zu fördern, anstatt Palmöl möglichst zu ersetzen. Denn andere Ölpflanzen benötigen zweieinhalb- bis sieben Mal mehr Fläche für die gleiche Produktionsmenge.

Mehr Mut zu verbindlichen Standards

Die Forscherinnen der FiBL-Studie empfehlen, an den Nachhaltigkeitsbestrebungen rund ums Palmöl festzuhalten. Palmöl könnte nachhaltig produziert werden von Produzenten und Firmen, welche auf die biologische Produktion sowie faire Arbeitsbedingungen setzen. Aus Kleinbauern-Sicht braucht es deshalb von Beginn weg strengere und vor allem auch verbindlichere Standards für die Palmölproduktion. Die immer wieder kritisierten RSPO-Standards in Kombination mit der weiterhin hohen Nachfrage vermögen nicht zu überzeugen. Deshalb lehnt die Kleinbauern-Vereinigung das aktuelle Freihandelsabkommen mit Indonesien ab. Auch im Hinblick auf weitere Freihandelsabkommen wie Mercosur (Südamerika), fordert die Kleinbauern-Vereinigung ab sofort griffige Standards und grössere Anstrengungen zu deren Erreichung. Dabei geht es nicht in erster Linie darum, die einheimische Landwirtschaft zu schützen, sondern in der Schweiz und weltweit endlich eine umwelt- und sozialverträglichere Landwirtschaft zu fördern.

Barbara Küttel

RÉFÉRENDUM : NON À L'ACCORD DE LIBRE-ÉCHANGE AVEC L'INDONÉSIE

Un accord durable ?

Jusqu'à présent, les normes environnementales et sociales n'étaient guère à l'ordre du jour dans les accords de libre-échange. Ces exigences sont incluses pour la première fois dans l'accord avec l'Indonésie. Mais porter un regard critique ou organiser un référendum reste justifié.

Inclure des exigences sociales et environnementales dans de gros accords commerciaux obtenus au prix de rudes négociations, ce n'est pas réaliste ! C'est ce qu'estimaient encore il y a peu des experts comme Markus Schlagenhof, délégué du Conseil fédéral aux accords commerciaux. Toutefois, avec l'acceptation en 2017 de l'article constitutionnel sur la sécurité alimentaire et en 2018 l'échec de l'initiative pour des aliments équitables, la pression a augmenté pour ancrer des critères de durabilité dans les accords de libre-échange.

Demande pour de l'huile bon marché

Dans l'accord avec l'Indonésie, la question de durabilité concerne surtout l'huile de palme, dont la production mondiale a plus que doublé ces 15 dernières années. Plus de 80 % sont produits par l'Indonésie et la Malaisie. La plante très productive et la récolte possible toute l'année en font l'huile végétale la meilleur marché. Elle possède en outre de bonnes propriétés pour l'utilisation dans l'industrie alimentaire. La demande en huile de palme continue donc d'augmenter et révèle le revers de la médaille : extension des champs de palmiers à huile avec déforestation de précieuses forêts tropicales et détérioration de sols tourbeux. Cela entraîne de grandes pertes de biodiversité, de fortes émissions de CO₂, ainsi que des violations des droits de l'homme sur les plantages et des conflits pour les terres.

Existe-t-il de l'huile de palme durable ?

Afin d'atténuer les impacts négatifs, seule l'huile de palme produite selon les directives RSPO devrait bénéficier des réductions tarifaires. La Round Table on Sustainable Palm Oil ou RSPO a été fondée en 2004. C'est une association sur une base volontaire de producteurs, d'institutions financières, de représentants de la société civile, de l'industrie et du commerce. L'objectif de ce groupement est de limiter la destruction des forêts

tropicales riches en espèces. La RSPO compte aujourd'hui plus de 3000 membres. Cependant depuis des années, des reproches de corruption se font jour et la mise en œuvre déficiente des accords est vivement critiquée par de nombreuses organisations non gouvernementales.

Pourtant une étude de l'Institut suisse de recherches sur l'agriculture biologique FiBL a conclu en 2019 qu'il est plus opportun de promouvoir l'huile de palme durable (culture biologique avec certification RSPO) et l'agriculture paysanne plutôt que de remplacer autant que possible l'huile de palme. En effet, les autres plantes oléagineuses nécessitent entre deux et demie et sept fois plus de surfaces pour la même quantité produite.

Plus de courage pour les normes contraignantes

Les auteurs de l'étude du FiBL recommandent de s'en tenir aux efforts en développement durable pour l'huile de palme. Elle pourrait être produite de manière durable par les producteurs et entreprises qui misent sur la production biologique et les conditions de travail équitables.

Du point de vue de l'Association des petits paysans, il faut dès le début des normes plus strictes et plus contraignantes pour la production d'huile de palme. Les normes RSPO toujours critiquées combinées à la demande croissante ne sont pas convaincantes. C'est pourquoi l'Association des petits paysans rejette l'Accord de libre-échange actuel avec l'Indonésie. En vue d'autres accords de libre-échange comme le Mercosur (Amérique du Sud), l'Association des petits paysans demande dès à présent des normes efficaces et des efforts plus grands pour les atteindre. Il ne s'agit pas de protéger l'agriculture indigène, mais de favoriser enfin en Suisse et à travers le monde une agriculture plus écologique et plus acceptable socialement.

Barbara Küttel



À PROPOS: GESICHTER UND GESCHICHTEN AUS DEM VORSTAND

«Alles nur geliehen»

Ruth Berchtold ist langjähriges Vorstandsmitglied der Kleinbäuerinnen- und Kleinbauern-Vereinigung. Nun übergibt sie ihr Amt an die nächste Generation. Grund genug für ein Gespräch über die Freuden einer Bäuerin und ihren Traum vom Bioland Schweiz.

Ruth, weshalb die Landwirtschaft?

Wie viele Quereinsteigerinnen und Quereinsteiger wegen der Liebe. Und auch durch ein Projekt, das mich begeistert hat: Die Biolandwirtschaft, sowie die Betreuung von Jugendlichen in schwierigen Lebenssituationen. Die Arbeit im Einklang mit der Natur und das Zusammensein mit den Tieren – es war eine Herzensangelegenheit. Auch das Arbeiten über Generationen hinweg, mit Verwandten, Freunden und Kindern, die uns geholfen haben, war immer sehr schön.

Wo lagen die grössten Herausforderungen, wo die Freuden?

Wohl die grösste Herausforderung für mich war die hohe Präsenzzeit und die strenge körperliche Arbeit. Am meisten Freude bereitet hat es mir zu erleben, wie viel uns die Natur schenkt – in den Gärten, auf den Äckern und durch die Tiere.



Wie bist du zur Kleinbauern-Vereinigung gekommen?

Wir haben uns von Anfang an für eine ökologische Ausrichtung der Landwirtschaftspolitik eingesetzt und unsere Kontakte schweizweit gepflegt. So kamen wir schnell in Kontakt mit der Kleinbauern-Vereinigung. Gleichgesinnte gaben uns immer wieder neue Energie und Mut.

Was sind deine Erkenntnisse aus der Arbeit für die VKMB?

Der Einsatz lohnt sich – nicht aufgeben! Es hat noch immer viele kleine und mittlere Betriebe, und die Voraussetzungen für ein Bioland Schweiz sind gut. Ich freue mich sehr über das Projekt «Ausserfamiliäre Hofübergabe» und hoffe, dass möglichst viele Betriebe so neue Leute finden.

Was würdest du in der Landwirtschaft ändern?

Den grössten Anpassungsbedarf gibt es bei der Ökologie und der Tierhaltung. Wir dürfen Böden und Tiere nutzen im Bewusstsein, sie auch für die nächsten Generationen fruchtbar zu halten respektive gesund zu übergeben. Wir haben alles nur für eine begrenzte Zeit geliehen. Mein Wunsch ist zudem, dass die jungen Bäuerinnen und Bauern wach bleiben, engagiert sind und sich in die Landwirtschaftspolitik einbringen. Und ich würde endlich das Bioland Schweiz verwirklichen!

Das Bioland Schweiz scheint dir ein Anliegen zu sein.

Ja, denn die Schweiz könnte es sich leisten, nur noch ökologische und nachhaltige Lebensmittel zu produzieren und zu konsumieren.

Was sind deine Erkenntnisse aus deiner Arbeit als Bäuerin?

Es braucht die Zusammenarbeit von Bäuerinnen und Konsumenten. Wichtig ist auch eine gute Landwirtschaftspolitik, welche die Chancen und die Notwendigkeit für eine vielfältige und ökologische Landwirtschaft erkennt und schnell umsetzt. Da bin ich ja wieder beim Bioland!

Annemarie Raemy

Ruth Berchtold-Schmid wohnt in Ried-Mörel (VS) und hat mit ihrem Mann Reinhold über dreissig Jahre den ersten Bio-Betrieb im Oberwallis bewirtschaftet. Auf zwanzig Hektaren haben sie Mutterkühe der Rasse Rätisches Grauvieh gehalten, die Produkte haben sie von Beginn weg direkt vermarktet. 2013 haben Berchtolds ihren Betrieb ausserfamiliär an eine junge Familie übergeben.

À PROPOS : ÉCHOS DU COMITÉ

« Tout nous est prêté pour un temps limité »

Ruth Berchtold est membre du comité de l'Association des petites paysannes et des petits paysans de longue date. Elle laisse aujourd'hui la place à la nouvelle génération. Une bonne raison pour parler des joies d'une paysanne et de son rêve d'une Suisse pays bio.

Ruth, pourquoi l'agriculture ?

Comme beaucoup de personnes qui ne viennent pas du milieu : par amour. Et aussi pour un projet qui me tient à cœur : l'agriculture biologique et l'accompagnement de jeunes en situation difficile. Le travail en accord avec la nature et la cohabitation avec les animaux me sont chers. Mais j'ai aussi toujours beaucoup apprécié le travail par-delà les générations, avec l'aide des parents, des amis et des enfants..

Quels ont été les plus grands défis et les plus grandes joies ?

Pour moi, le plus grand défi était pour sûr la charge de travail et la pénibilité physique. Ce qui m'a le plus plu, c'était de faire l'expérience de ce que la nature nous offre, au jardin, dans les champs et avec les animaux.

Comment es-tu arrivée à l'Association des petits paysans ?

Dès le début, nous nous sommes engagés pour une orientation écologique de la politique agricole et cherché des contacts partout en Suisse. Nous sommes vite tombés sur l'Association des petits paysans. Ceux qui partagent nos idées nous ont toujours apporté de l'énergie nouvelle et du courage.

Tu as participé à la fondation du point de contact pour les remises de fermes extrafamiliale : pourquoi ?

Nous avons remarqué que beaucoup de gens cherchaient une exploitation. Et notre propre transmission était un sujet récurrent au comité. Ainsi est né le projet du point de contact au sein de l'association.



Ruth Berchtold-Schmid vit à Ried-Mörel (VS) et a exploité pendant plus de trente ans la première exploitation bio du Haut-Valais avec son mari Reinhold. Ils ont élevé des vaches mères de la race grise rhétique et toujours écoulé leurs produits en vente directe. En 2013, les Berchtold ont transmis leur exploitation hors du cadre familial à une jeune famille.

Que tires-tu de ton expérience à l'Association des petits paysans ?

L'effort en vaut la peine, il ne faut pas abandonner ! Il y a encore de nombreuses petites et moyennes exploitations et les conditions pour une Suisse bio sont bonnes. Je me réjouis du projet « remise de fermes extra-familiale » et j'espère que beaucoup de personnes trouveront ainsi leur exploitation.

Que changerais-tu ?

Le plus grand besoin d'adaptation se situe au niveau de l'éologie et de la détention des animaux. Nous pouvons exploiter les sols et les animaux en toute conscience afin de les transmettre aux prochaines générations encore fertiles et sains. Tout nous est prêté pour un temps limité. Je souhaite aussi que la jeune génération de paysan-ne-s reste alerte et s'implique en politique agricole. Et je verrais enfin se réaliser la Suisse pays bio !

La Suisse pays bio semble faire partie de tes visions.

Oui, car la Suisse pourrait se permettre de ne produire et consommer que des aliments écologiques et durables.

Que gardes-tu de ton travail de paysanne ?

Consommateurs-trices et paysan-ne-s doivent travailler ensemble. L'important, c'est une bonne politique agricole qui reconnaît les chances et la nécessité d'une agriculture diversifiée et écologique et les met rapidement en œuvre. Ce qui me ramène encore au pays bio !

Annemarie Raemy

Kunterbuntes Miteinander

Es ist ein buntes Zusammenleben im Muriboden. Pflanzen, Tiere, Menschen – alle tragen zu dieser Vielfalt bei. Ganz unterschiedlich sind auch die Produkte, die Familie Böhnen verkauft. Ab Mitte März aktuell: Trockenwürste vom Wollschwein.

Robuste Rassen, die mit dem einheimischen Futterangebot zureckkommen, und Kulturen mit bescheidenen Ansprüchen. Ein respektvoller Umgang bis zum Schluss und die vollständige Verwertung der Tiere. Anna und Christian Böhnen haben einen ganzheitlichen Ansatz für ihren Hof. So gesellen sich zu den 26 Wollsäuli auch eine Mutterkuhherde aus Rätischem Grauvieh, Kaninchen, Esel, Zwergziegen und Katzen. Auf dem Feld wird diese Vielfalt von Hafer, Dinkel, Lupine, Mohn und Lein ergänzt, alle paar Jahre kommt Gerste dazu. Das Futter für die Tiere kommt möglichst vom Hof, auch wenn Böhlens hier noch Kompromis-

se machen. Immer mehr arbeiten sie mit der regenerativen Landwirtschaft. Futter für die Tiere und Düngung für den Boden ausschliesslich vom Hof, das ist das Ziel – ganz im Sinne der Kreislaufwirtschaft. Ihre Produkte vertreibt Familie Böhnen direkt auf dem Hof, in diversen (Unverpackt-) Läden der Region oder online. Vom Feld gibt es Leinsamen, Leinöl, Knäckebrot, Haferflocken. Aus den

Familie Böhnen,
Hof Muriboden,
3132 Riggisberg
muriboden.ch,
079 221 59 14 oder
hof@muriboden.ch

Marché



Soja Atelier
Weiherhof,
8580 Amriswil,
079 296 84 52,
sojaatelierweiherhof@gmail.com

Soja-Spezialitäten aus Amriswil

Obwohl der Trend zur pflanzlichen Ernährung bereits eine Weile anhält, ist es nach wie vor schwierig, hochwertigen Tofu zu finden. Dies möchte Simone Reinhart mit ihren Produkten aus dem Soja Atelier Weiherhof ändern. Selbst Veganerin hat sie 2019 begonnen, frischen Tofu herzustellen – weich, neutral im Geschmack und vielseitig verwendbar. Sie begann zu probeln, zuerst zuhause in der Küche und mit Sojabohnen aus eigenem Anbau vom Hof ihrer Eltern. Später hat sie ihre Produktion in eine ehemalige Käserei verlagert, in der sie sich einmieten konnte. Eine Anfangsphase, die grossen Aufwand bedeutete, aber auch sehr lehrreich war, wie Simone Reinhart sagt. Inzwischen bezieht sie den Bio-Soja von einem Bauern in der Region und hat die Produktion erweitert. So hat sie heute Tofu in den verschiedensten Varianten im Sortiment, nature oder marinierter. Neue Produkte wie Soja-Joghurt, Tempeh oder Soja-Milch sollen bald dazukommen. Ihre Produkte vertreibt sie an diversen Märkten, über Liefer Touren in der Ostschweiz oder per Postversand. Sie können per Mail oder telefonisch bestellt werden. Mehr Infos gibt es auch auf ihrer Website: soja-atelier-weiherhof.jimdosite.com (ar)



Lupinen machen sie Mehl, eine Hummus-Mischung und sogar Kaffee. Die Tiere liefern Trockenwürste, Mostbröckli und Chnebeli. Auch gibt es Mischpakte vom Grauvieh und vom Schwein. Die-

se werden nach Bedarf zusammengestellt – geschlachtet wird nur bei genügend Nachfrage. Die aktuelle Bestelliste mit Produkten vom Muriboden finden Sie auf muriboden.ch (ar)

ZiZAN!A Biobotanica, la rébellion botanique

Qui ne connaît pas déjà Zollinger Bio, l'entreprise familiale suisse spécialisée dans la sélection de graines biologiques et sans génie génétique qui a conquis bon nombre de jardiniers amateurs ? Les graines récoltées ne représentent qu'une toute petite partie de la biomasse de leurs plantes, le reste étant jusqu'à présent composté.

Partant de ce constat, l'entreprise se lance désormais dans une nouvelle aventure en créant ZiZAN!A Biobotanica. Le concept a tout pour séduire : valoriser au mieux les produits secondaires et éviter le gaspillage en transformant ces restes de plantes en ingrédients cosmétiques exclusifs. Utilisant des méthodes traditionnelles comme la macération, les précieux composants des plantes sont délicatement extraits et directement utilisés dans ces cosmétiques innovants – tout droit sortis des jardins alpins Zollinger Bio !

La production se déroule à quelques kilomètres du domaine dans un laboratoire spécialisé. Il s'agit donc d'une idée simple mais bien dans la tendance de la Clean Beauty, prête à révolutionner le monde de la cosmétique.

À peine ses produits lancés, la marque a convaincu le public qui lui a attribué le Prix Créateur 2020 en Valais. ZiZAN!A, c'est l'engagement de la transparence : une gamme de cosmétiques



Zizania SA
024 481 40 35
hello@zizania.bio
www.zizania.bio

de haute qualité, des formules courtes et vegan, simples, sans compromis. Des soins modernes et amusants, un look inspirant, dans un emballage écoresponsable. (ab)



Zukunft sichern, pestizidfrei produzieren

Ja zu einem Systemwechsel, weg von den synthetischen Pestiziden in der Schweiz: Das fordert die Kleinbauern-Vereinigung und lanciert eine schweizweite Abstimmungskampagne für ein JA zur Initiative «Für eine Schweiz ohne synthetische Pestizide». Wer sich engagieren möchte: unter kleinbauern.ch/pestizidfrei-ja gibt es weiterführende Informationen.

Assurer l'avenir, produire sans pesticides

Oui à un changement de paradigme, loin des pesticides de synthèse en Suisse : c'est l'appel de l'Association des petits paysans avec sa campagne pour un OUI à l'initiative « Pour une Suisse libre de pesticides de synthèse ». Pour vous engager ou pour plus d'informations : petitspaysans.ch/libres-de-pesticides-oui

Impressum

Agricultura 01, 2/2021
Auflage 20'000 Ex., erscheint 4x jährlich
Tirage 20 000 ex., paraît 4x par an

Herausgeber / Redaktion / Adressverwaltung
Éditeur / Rédaction / Gestion des adresses
Kleinbauern-Vereinigung VKMB
(Vereinigung zum Schutz der kleinen und mittleren Bauern)
Postfach, 3001 Bern, Tel. 031 312 64 00
info@kleinbauern.ch, kleinbauern.ch
Association des petits paysans VKMB
Case postale, 3001 Berne, Tél. 031 312 64 00
info@petitspaysans.ch, petitspaysans.ch

Grafik Graphisme
Id-K Kommunikationsdesign, Bern
Priska Neuenschwander, Kloten

Übersetzung / Korrektorat Traduction / Correction
Anne Berger, Daisy Maglia, Annemarie Raemy

Foto Titelbild Photo de couverture
Annemarie Raemy

Druck Impression
ZT Medien AG, Zofingen

Mitgliedschaft / Spende Adhésion / Don
• Familienmitgliedschaft inkl. Abo CHF 50
• Einzelmitgliedschaft inkl. Abo CHF 30

la lutte contre la désertification, ainsi qu'aux objectifs de développement durable (SDG), entre autres à travers la régénération naturelle, le reboisement ou les systèmes agroforestiers adaptés.

Ja zur Massen-tierhaltungsinitiative

Der Vorstand der Kleinbauern-Vereinigung unterstützt die Massentierhaltungsinitiative. Die Schweiz muss auch in Zukunft auf eine bäuerliche Tierhaltung mit klar begrenzten Tierzahlen und mehr Tierwohl setzen. Denn nur so ist die Qualität unserer Lebensmittel und der Schutz der natürlichen Lebensgrundlagen auch in Zukunft gesichert. Der Gegenvorschlag des Bundesrats klammert zentrale Teile der Initiative aus und bietet damit keine echte Alternative.

Oui à l'Initiative sur l'élevage intensif

Le comité des Petits paysans soutient l'Initiative sur l'élevage intensif. La Suisse doit miser sur un élevage avec un nombre d'animaux limité et plus de bien-être animal. Ainsi la qualité de nos aliments et la protection des ressources naturelles seront garanties à l'avenir. Le contreprojet du Conseil fédéral écarte des éléments clés de l'initiative et n'offre donc pas de véritable alternative.

- Membre famille y c. abonnement CHF 50
- Membre individuel y c. abonnement CHF 30
- Postkonto Compte postal 46-4641-0
- IBAN CH 27 0900 0000 4600 4641 0



printed in
switzerland

Notre engagement

Depuis 40 ans, l'Association des petits paysans s'engage pour une agriculture diversifiée, écologique et sociale. Notre travail n'est possible que grâce aux membres et aux donateurs-trices ! Avec votre don, vous soutenez entre autres les projets suivants :

Remise de fermes extra-familiale

Notre point de contact pour remise de fermes hors cadre familial met en relation des personnes à la recherche d'une ferme et des paysan-ne-s sans successeurs, et sensibilise au changement de génération. L'Association des petits paysans offre ce service gratuit à tous. Actuellement, 25 chefs d'exploitation recherchent un repreneur et 130 jeunes paysan-ne-s une exploitation à reprendre par notre intermédiaire.

Politique agricole

La politique agricole pose les jalons du développement de l'agriculture suisse. Actuellement, nous nous engageons pour l'entrée en matière de la Politique agricole 22+ qui doit aborder les problèmes urgents tels la mort des exploitations, la crise climatique et la perte de biodiversité. De plus, nous nous engageons pour un Oui à l'initiative « Pour une Suisse libre de pesticides de synthèse » et un changement de paradigme.

Alpomat

L'Association des petits paysans soutient les petit-e-s paysan-ne-s dans la vente directe par de nouveaux canaux. Le projet pilote Alpomat est né de la collaboration avec la famille Abderhalden. L'idée : des automates avec des produits faits main à la ferme là où la plupart des consommateurs-trices habitent ou travaillent, en ville. Actuellement, neuf automates sont en service à Zurich et de nouveaux sites sont recherchés.



Un chaleureux merci pour votre soutien !

Grâce à votre don, nous pouvons poursuivre notre engagement pour une agriculture diversifiée, écologique et sociale. Utilisez le bulletin de versement au verso, scannez le code Twint ci-dessous ou faites un don en ligne sur petitspaysans.ch/sengager

Données bancaires :

IBAN : CH27 0900 0000 4600 4641 0

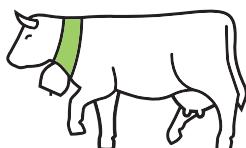
Compte postal : 46-4641-0

Vous avez des questions sur l'adhésion, les dons ou les legs ? Contactez-nous !

Association des petits paysans
Case postale, 3001 Berne
Tél. 031 312 64 00
info@petitspaysans.ch

Jetzt mit TWINT bezahlen!

QR-Code mit der TWINT App scannen
Betrag und Zahlung bestätigen



KLEINBAUERN.CH
PETITSPAYSANS.CH

Oui à un changement de paradigme

Mesdames et Messieurs,

L'agriculture industrielle hautement spécialisée, qui s'accroche à l'efficience et à sa dépendance aux forts apports en capitaux et énergie, n'est plus à l'ordre du jour. L'Association des petits paysans en est convaincue. Le prix à payer est trop grand pour ce type de production alimentaire. Elle affecte et transforme dramatiquement nos écosystèmes et nos paysages : la diversité des espèces diminue, trop d'engrais et l'utilisation d'agents chimiques polluent les sols et les eaux, les petits structures naturelles disparaissent du paysage. S'y ajoutent des considérations sociales, sanitaires et éthiques face aux animaux.



Le problème des pesticides n'est pas le seul effet négatif des modes de production agricole industriels, mais c'est un exemple typique. Exploiter des monocultures est peut-être plus efficient mais augmente la vulnérabilité aux ravageurs. Cela nécessite l'utilisation de pesticides de synthèse, engendre un coût élevé pour les paysannes et paysans et les rend dépendants de l'agro-industrie. Les ressources si importantes pour l'agriculture, telles que les sols et l'eau, sont polluées et la biodiversité régresse. Nous considérons notre engagement pour une production sans pesticides comme un investissement pour l'avenir. Ce n'est qu'ainsi que nous pouvons préserver des denrées alimentaires saines, des sols fertiles, de l'eau propre et la biodiversité si essentielle. Un environnement intact est la base d'existence de toutes les agricultures. Avec un Oui à l'initiative « Pour une Suisse libre de pesticides de synthèse », nous posons une pierre angulaire. À cet égard, nous espérons pouvoir aussi compter sur votre engagement, que ce soit par un don selon vos possibilités ou une implication personnelle dans notre campagne. Vous trouverez toutes les informations sur www.petitspaysans.ch/libres-de-pesticides-oui

Un grand merci pour votre soutien !

Regia fulvirostris

Regina Fuhrer-Wyss, paysanne bio et présidente de l'Association des petits paysans

▼▼▼ Vor der Einzahlung abzutrennen / À détacher avant le versement / Da staccare prima del versamento ▼▼▼		
Empfangsschein / Récépissé / Ricevuta	+ Einzahlung Giro +	+ Versement Virement +
Einzahlung für / Versement pour / Versamento per	Einzahlung für / Versement pour / Versamento per	Zahlungszweck / Motif Versement / Motivo Versamento
Kleinbauern-Vereinigung VKMB Association des petits paysans 3000 Bern	Kleinbauern-Vereinigung VKMB Association des petits paysans 3000 Bern	
CH27 0900 0000 4600 4641 0	CH27 0900 0000 4600 4641 0	
Konto / Compte / Conto: 46-4641-0 CHF 	Konto / Compte / Conto: 46-4641-0 CHF 	Einbezahlt von / Versé par / Versato da  105
Einbezahlt von / Versé par / Versato da		
		
Die Annahmestelle L'office de dépôt L'ufficio d'accettazione		460046410> 460046410>